



HAL
open science

Politistes en campagne : les savoirs académiques à l'épreuve de l'action

Vanessa Jérôme

► **To cite this version:**

Vanessa Jérôme. Politistes en campagne : les savoirs académiques à l'épreuve de l'action. Presses du Septentrion. À la conquête des villes. Sociologie politique des élections municipales de 2014 en France, pp.275-279, 2018. halshs-02311045

HAL Id: halshs-02311045

<https://shs.hal.science/halshs-02311045>

Submitted on 14 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Politistes en campagne. Les savoirs académiques à l'épreuve de l'action » in Sandrine Lévêque et Anne-France Taiclet (dir.), *À la conquête des villes. Sociologie politique des élections municipales de 2014 en France*, Presses du Septentrion, 2018, p. 275-279.

- Contribution de Vanessa Jérôme

Postdoctorante au LabEx Tepsis/EHESS, Université Paris 1

1° Comment s'engage-t-on en politique et surtout comment devient-on candidat.es ou décide-t-on de s'engager dans une campagne ?

Je crois que mon parcours militant est à la fois banal et peu représentatif. La plupart des adhérents d'Europe écologie – Les Verts sont disposés par leur histoire familiale et leur trajectoire sociale à rechercher une forme de radicalité politique. Mon engagement, comme le leur, se nourrit d'une colère, face aux injustices, aux inégalités, aux discriminations, et surtout face à la sorte d'« à-quoi-bonisme » qui sape une bonne partie des bonnes volontés qui pourraient lutter contre les logiques « court-termistes » et mercantiles qui structurent les prises de décisions politiques. Comme la plupart des militants écologistes, j'ai été sensibilisée pendant mon enfance aux inégalités sociales et à la finitude des ressources naturelles et comme nombre de ceux de ma génération, mon engagement politique, à proprement parler, date de l'après 21 avril 2002. Je l'ai vécu comme une menace réelle de revivre les conséquences d'une haine qui avait à plusieurs titres déjà concerné ma famille au cours de l'histoire. M'engager en politique, c'était une manière de rendre hommage à ceux qui, parmi les miens, m'avaient légué quelque chose du monde, et au nom de qui je voulais en prendre soin. Cela peut paraître prétentieux, exagéré, mais c'est parce que je me suis sentie requise à la fois par l'Histoire et par mon histoire que j'ai décidé à ce moment de prendre ma part en politique. Ce point est important, parce qu'il a conditionné mon rapport à la politique et à ses jeux : d'un côté je me suis sentie une (trop ?) grande responsabilité à agir, et d'un autre, cela m'a maintenue libre, parce que j'ai toujours considéré que ceux à qui je devais être fidèle étaient mes ancêtres, et pas ceux qui se targuaient, dans le présent partisan, de (dé)faire les réputations et les carrières. L'autre particularité de ma trajectoire partisane, c'est qu'elle est étroitement mêlée, dans le temps, à mon terrain de thèse. Tenir mordicus à ma position de politiste en enquête, et revendiquer à ce titre une forme de neutralité vis-à-vis des jeux internes, m'a également protégé des phénomènes d'enclichage et de la « tambouille » des congrès : j'observais toutes les réunions de tendances sans avoir signé de motion d'orientation, j'assistais aux négociations sans avoir à y prendre part. C'était une manière unique, et sûrement confortable, de me mouvoir dans le parti, même si je l'ai payé d'une forme de suspicion et de solitude. Mais au final, je suis fière d'avoir réussi mon enquête et de ne rien devoir aux faiseurs de listes et aux meneurs de motion, contrairement à bien des « castes » d'EELV ou aux membres des écuries partisans, « fans » de telle ou telle personnalité verte.

Détentriche de connaissances en science politique supposément utiles, j'ai été sollicitée par les militants du groupe local vert de ma ville pour participer à la campagne législative de juin 2002. J'ai rejoint l'entourage de la candidate qui m'a rapidement confié quelques responsabilités : élaboration du programme et de la profession de foi, rédaction des tracts, mise en page des documents officiels, organisation des déplacements et des meetings... La bataille électorale perdue, elle m'a recrutée comme chargée de mission, pour l'épauler au conseil régional où elle était alors vice-présidente. J'y suis restée après qu'elle ait été réélue en 2004, et suis devenue sa directrice de cabinet, jusqu'en 2007. La fonction de collaboration m'a permis d'envisager mon engagement sous un autre jour, puisque je vivais alors presque exclusivement *de et pour* la politique. Impliquée dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques, et plus directement en prise avec la vie du parti, j'ai acquis d'autres savoirs et savoir-faire.

Aux élections municipales de 2008, je n'ai pas bataillé pour me faire élire : seule femme dument encartée à ne pas être déjà intégrée à la liste d'union de la gauche, j'ai remplacé au pied levé l'une des candidates vertes qui préférait, finalement, rejoindre la liste Modem. J'ai accepté pour deux raisons : par loyauté partisane, parce que j'étais la seule du groupe local à remplir les conditions statutaires pour être candidate et que mon refus risquait de faire perdre une élue au groupe vert qui n'en espérait déjà pas beaucoup ; et parce qu'il apparaissait qu'il serait possible de faire fructifier cette expérience dans le cadre de mon travail académique. Maire adjointe, conseillère communautaire et présidente du groupe d'élus.e.s, j'ai pris conscience que j'avais appris le métier politique sans réellement m'en rendre compte. Classiquement, j'ai bricolé avec le rôle d'élue, et réalisé au fil des années de la mandature 2008-2014 ce que signifient le plaisir mais aussi l'obligation de consacrer du temps à l'activité politique.

En 2014, la gauche était plombée par la mise en examen pour corruption du maire avec qui nous avions géré la ville et dont nous ne partagions pas, tant s'en faut, les pratiques politiques. Je faisais partie de ceux qui

voulaient qu'une autre option politique que celle qu'il incarnait puisse exister, mais je n'étais pas candidate. J'avais terminé mon terrain, j'étais sur le point de soutenir ma thèse (en juillet 2014) et il était cohérent de sortir du jeu à ce moment-là. Mais les scénarii de liste qu'EELV élaborait avec d'autres formations politiques ne faisaient pas l'unanimité. Sans que l'on me demande quoi que ce soit, un scénario a été testé, où je figurais en première position. Il a été voté à l'unanimité. Après plusieurs jours de réflexion, et sous la pression de quelques partenaires, j'ai accepté d'être tête de liste et de faire campagne. Mais pas plus qu'au lendemain du 21 avril 2002 je n'avais l'idée de faire une carrière politique. Avec 11,04 % des voix, le deuxième meilleur score pour une liste de gauche plurielle menée par une écologiste dans les Hauts-de-Seine, nous avons obtenu deux élus. J'ai donc à nouveau siégé au conseil municipal et au conseil communautaire, dans l'opposition dans le premier, dans la majorité plurielle dans le second.

J'ai quitté mes fonctions à l'automne 2015, avec beaucoup de difficultés, parce que l'on ne me laissait pas partir ! J'avais accumulé une forme de crédit, de capital politique ; j'étais connue pour mon action locale, reconnue pour ma lutte contre la corruption, j'étais la seule à avoir affronté publiquement le maire sortant alors que j'étais encore dans sa majorité. À ce moment, on négociait les postes dans le cadre de la transformation de l'intercommunalité. Tous les partenaires trouvaient évident que j'en sois et les négociations avaient déjà commencé pour pourvoir les autres postes. Ma décision était prise, mais j'ai eu le sentiment de les trahir un peu. Et puis, que j'abandonne alors que je n'avais jamais rien perdu, que je n'avais pas été défaite, que j'étais reconnue, cela a paru incompréhensible, surtout aux élus professionnalisés qui comptaient avec et sur moi à ce moment. Certains m'ont avoué qu'ils trouvaient cela bizarre et qu'ils avaient pensé que je « mijotais » quelque chose, peut-être pour me faire élire ailleurs.

2° Quels sont les profits politiques à être politiste ou comment se convertissent les savoirs politistes en savoirs et savoir-faire pratiques ?

Les savoirs politistes permettent de se repérer assez facilement dans le jeu partisan, de lire dans les (prises de) positions des acteurs, de décrypter leurs stratégies et de les interpréter en croisant différentes grilles de lecture : le jeu national, le jeu local ; les logiques d'institutions, les logiques partisans... Mais cela ne permet en aucun cas d'élaborer des scénarii gagnants, de faire des campagnes électorales parfaites ou de prévoir l'issue du jeu. C'est assez compliqué à objectiver mais il me semble que le niveau de compréhension que nous avons du champ politique et des logiques qui le structurent nous permet de voir plus et mieux que les autres sans que cela fasse de nous de meilleurs compétiteurs. D'abord parce que, même prévisible, le jeu politique reste ouvert, soumis en continu aux aléas du présent ; ensuite parce qu'analyser le jeu, ce n'est pas la même chose que d'y prendre part. Je crois par conséquent que l'on peut dire que savoir, ce n'est pas nécessairement savoir faire. Les coûts du militantisme, tout autant que l'apprentissage du métier politique ne nous sont pas épargnés. Au contraire même ! Avoir le niveau de réflexivité qui vous permette de reconnaître en toute honnêteté intellectuelle et compétence professionnelle que vous êtes tombé dans les mêmes panneaux politiques que ceux qui sont réputés en savoir moins que vous sur le sujet, c'est plutôt décourageant. Le savoir politiste en politique, je crois en fait que c'est un savoir d'après-coup(s), dans tous les sens du terme. Par ailleurs, la valeur intrinsèque de ce savoir est très relative, parce qu'elle dépend en partie de la compétence (ou surtout du sentiment de compétence) des autres compétiteurs, souvent plus professionnels, et des autres militants. Et chez EELV, vu le niveau de diplôme des militants et la quantité croissante de ceux qui sont non seulement universitaire mais formés en science politique, être politiste, il faut le dire honnêtement, cela ne vaut pas (plus ?) grand-chose. Sans compter qu'être réputé savoir quelque chose du jeu politique vous fait vite passer pour un « professionnel de la politique », quelqu'un qui ne ferait pas « de la politique autrement », ce qui chez EELV, reste, même si c'est de moins en moins le cas, aux yeux de certains, une figure repoussoir.

3° Quels sont les profits politistes (académiques) à faire de la politique ?

Être politiste et politique, c'est prendre le risque de ne se faire (re)connaître ni comme l'un, ni comme l'autre. Tout dépend du moment de la carrière académique, et de la carrière politique. Faire de la politique, à un niveau même important, lorsque l'on a fait ses preuves dans le champ académique, ce n'est pas comme informer son travail de recherche des expériences de son engagement local, ce qui a été et reste en partie mon cas. Pour la thèse, j'ai pris le risque de faire une sociologie de l'engagement *par et pendant* l'engagement. Et malgré toutes les difficultés, les ambiguïtés, les délicatesses méthodologiques et d'écriture que ce risque impliquait, je reste convaincue que rien n'aurait remplacé les bénéfices procurés par mon immersion longue dans le parti, et que la maturité de réflexion et d'écriture que j'ai acquise n'aurait rien été sans la sincérité de mon engagement. Ce que j'ai appris en militant et en étant élue, en assumant ce rôle dans

l'espace public, m'a permis de voir ce que d'autres n'avaient pas vu, de comprendre en profondeur comment on « devient vert », et comment on peut, ou pas, « le rester ». Aucun chapitre de ma thèse, que ce soit ceux relatifs à la socialisation partisane ou ceux qui traitent de la semi-professionnalisation politique, n'aurait été aussi fidèle à la réalité vécue si je ne m'étais pas engagée. J'ai appris « par corps », et je ne le regrette pas. J'ai aimé découvrir que j'avais en moi les dispositions nécessaires à faire, à m'observer faire, et à en faire quelque chose dans l'analyse et dans l'écriture. Je vivais au milieu de mes carnets de terrain, avec tous mes « autres » dans la tête, mes grands-parents, Pierre Bourdieu, Jacques Lagroye... sans eux je n'aurais pas aussi bien supporté de faire de la politique, et la thèse de ma thèse, sur « l'habitus minoritaire » des Verts, n'existerait pas.

Mais ce n'est pas un plaidoyer pour la double casquette obligatoire ! Je ne mythifie rien, ni le terrain, ni l'expérience vécue. Et je sais que l'on peut très sûrement enquêter à moindre coût. Parce qu'être politiste et politique, cela coûte, indéniablement, surtout quand on occupe, ce qui est mon cas, de « petites » positions dans les deux champs (élue locale et précaire de l'ESR). Simplement, je crois que je ne savais et ne saurais peut-être jamais faire autrement. Mes observations et mes analyses ne se nourrissent que de cette sorte d'engagement, d'incorporation des rôles politiques et des logiques partisans. Quand bien même je n'ignore pas que je peux, aux yeux de certains de mes pairs, payer en crédibilité académique ce qui fait justement l'intérêt, si je puis me permettre, de mes recherches. C'est un paradoxe avec lequel je vis et travaille chaque jour. Parfois il désenchante, parfois il soutient. Dans tous les cas, il donne à penser. C'est l'essentiel, il me semble.